N°. 89.



JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 5 Novembre.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 4 Novembre.*

Avis à MM. les imprimeurs et libraires.

Par ordre de Mr. le conseiller d'état, directeur-général de l'imprimerie et de la librairie, MM. les imprimeurs et libraires sont prévenus que la plupart d'entr'eux se croyant dans l'obligation, en correspondant avec lui, d'affranchir leurs lettres, et que s'imposant par-là une charge, qu'il est du devoir de Mr. le directeur-général de ne pas leur laisser plus longtemps supporter, ils peuvent, à l'avenir, se dispenser de les affranchir, attendu qu'il jouit, en vertu de sa place, de la franchise du port des lettres, et qu'ils doivent lui adresser, purement et simplement, celles qu'ils lui écriront, sans craindre de les voir refusées.

L'inspecteur de l'imprimerie et de la librairie de l'arrondissement de Bruxelles:
COUYÈRE HAMELINCK.

BOIS-LE-DUC le 4 Novembre 1811.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

Aux maires des communes du département, dont la population excède 1,000 ames.

Monsieur le maire,

Par ma circulaire du 10 octobre dernier je vous ai prié de me fournir divers renseignemens sur la population de votre commune; de nouveaux ordres que je viens de recevoir exigent que nous donnions un peu plus d'extension à ce travail; vous voudrez bien en conséquence ajouter au tableau que vous avez à me fournir et dont le modèle était joint à ma circulaire ci-dessus, une 9e colonne dans laquelle vous comprendrez le nombre des artisans existans dans votre commune.

Il est sans doute inutile de vous dire que vous ne devez faire mention des femmes et des enfans que dans les trois premières colonnes de ce tableau, et que les 5e 6e 7e 8e et 9e colonnes ne doivent comprendre que le nombre d'individus du sèxe masculin faisant partie de la profession indiquée en tête de chacune d'elles.

J'ai l'honneur de vous saluer.

(Signé) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu la lettre du receveur général en date du 7 de ce mois, de laquelle il résulte que le recouvrement des contributions devient de jour en jour plus difficile, par l'insuffisance des moyens de poursuites mis à sa dispositions.

Vu les dispositions de la loi du 17 brumaire an 5, et les instructions ministérielles, concernant l'emploi des garnisaires militaires.

Considérant qu'il est de la plus haute importance que les contributions publiques soient recouvrées par les percepteurs, dans la proportion voulue par la loi, et que ceux-ci en fassent le versement sans déviation ni retard, dans les caisses du trésor.

Considérant en outre, qu'il est dans l'intérêt des contribuables de ne pas tolérer l'accumulation des termes échus, et d'éviter que les contributions de l'année courante ne restent en concurrence avec celles de l'année prochaine.

ARRÊTE:

Les percepteurs en retard de verser les termes échus des contributions dont le recouvrement leur est confié, et les contribuables qui n'acquitteront pas leur côte

DINGSDAG, den 5 November.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'sHERTOGENBOSCH, *den 4 November.*

Berigt aan de heeren boekdrukkers en boekhandelaars.

Op last van mijn heer de staatsraad, directeur generaal der boekdrukkerijen en van den boekhandel worden de heren boekdrukkers en boekverkopers bekend gemaakt, dat alle de genen onder hun, welke zich verpligt oordeelen, de brieven die zij aan hem schrijven, te moeten frankeren, en welke zich hier door een last opleggen, waarvan de directeur-generaal zich verpligt oordeelt, hen te moeten ontlasten, in het vervolg hunne brieven ongefrankeerd aan hem kunnen toezenden, gemerkt bij ambtshalve vrijheid van brievenport geniet, zoo dat zij hunne brieven hem eenvoudig kunnen toezenden zonder te vrezen dat dezelve niet ter regter plaats besteld zullen worden.

De inspecteur der drukkerijen en van den boekhandel in het arrondissement van Brussel.
COUYÈRE HAMELINCK.

'sHERTOGENBOSCH, den 4 November 1811.

De Prefekt van het departement der bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Aan de maires der gemeenten van het departement van welke de bevolking meer dan 1000 zielen bevat.

Mijn heer de maire,

Bij mijne circulaire van den 10 october laatstleden heb ik u verzogt mij onderscheidene opgaven te doen, betreffende de bevolking van uwe gemeente. Nieuwe orders die, ik bekomen heb, vorderen dat wij dit werk iets verder uitbreiden. Gij zult dienvolgens bij het tabel het welk gij mij leveren moet en waarvan het voorschrift bij mijne bovengemelde circulaire gevoegd was, wel willen voegen een 9e kolom, ten einde daarin te vullen de handwerkslieden welke binnen uwe gemeente aanwezig zijn.

Het zal ongetwijfeld onnodig zijn u te zeggen dat er van de vrouwen en kinderen niet dan in de drie eerste kolommen van dit tabel gewag gemaakt moet worden, en dat de 5e, 6e, 7e, 8e en 9de kolommen slechts het getal der individus van het mannelijk geslacht moeten bevatten welke van het beroep zijn, hetwelk in het hoofd van elke derzelver vermeld staat.

Ik heb de eer u te groeten.

(Geteekend) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien de brief van den ontvanger-generaal gedagteekend den 7 dezer maand, waaruit blijkt dat de heffing der schattingen van dag tot dag moeijelijker word, door dien de middelen van achtervolging ter zijner beschikking gesteld, daartoe niet genoegzaam toereikende zijn.

Gezien den inhoud der wet van den 17 brumaire 5de jaar en de ministerieele instructien opzigtelijk het leggen van militaire manschap (*garnisaires*) in de huizen der nalatige schatting-schuldigen.

Overwegende dat het van het aller grootst belang is, dat de openbare belastingen door de percepteurs in de evenredigheid door de wet bepaald, geheven worden, en dat dezelve wederom dezelve zonder de minste afwijking of vertraging in de schatkist storten.

Overwegende vervolgens dat het voor de schatting-schuldigen zelve van belang is, om de vervaldagen niet te hoog en de schattingen van het eene jaar niet in het andere te laten oploopen.

ARRESTEERT:

Art. 1. Zoo wel de percepteurs welke nalatig blijven de schattingen, waarvan de heffing hun is toebetrouwd, als de nalatige schatting-schuldigen, welke op den vervaltijd hunne

dans la proportion fixée par la loi, y pourront être contraints, chacun endroit soi, par l'établissement de garnisaires à domicile.

Pour l'exécution de cette mesure, le receveur général et les receveurs particuliers d'arrondissement réclameront aux préfet et sous-préfets les militaires qu'ils jugeront nécessaires. Leurs demandes indiqueront le nom du percepteur dans le cas d'être contraint, le montant de son débet, et enfin le nombre de militaires à lui envoyer à ses frais.

Sur ces demandes, les préfet et sous-préfets inviteront les chefs des corps en garnison dans ce département, à mettre à leur disposition le nombre de militaires requis.

2. Les militaires ainsi employés, recevront deux francs par jour et seront de plus logés et nouris par les rétardataires chez lesquels ils seront placés.

Ils ne pourront demeurer plus de cinq jours chez le même contribuable, ni au délà de quinze jours dans chaque commune.

3. Ils seront porteurs d'un ordre du receveur particulier, qu'ils devront faire viser à leur arrivée, par le maire de la commune, afin de constater l'époque de leur activité.

4. Comme il ne leur sera point accordé de frais de route, ils ne pourront être employés à une distance qu'ils ne pourraient parcourir en un jour.

5. Lorsqu'un percepteur sera arriéré d'un douzième, le receveur particulier lui enverra un ou plusieurs garnisaires, en raison de l'importance de son débet; sans toute fois que le nombre puisse aller au délà de cinq pour chaque commune.

6. Lors de l'arrivée des garnisaires dans une commune, et après que l'ordre dont ils sont porteurs aura été visé par le maire (ou en son absence par l'adjoint,) ils se transporteront au domicile du percepteur et celui-ci sera tenu de pourvoir sans délai à leur logement.

7. Si le percepteur peut justifier au maire de la commune, par la production de ses livres de recette et des récépissés de ses versemens chez le receveur particulier, que le retard n'est pas de son fait; qu'il n'a rien conservé en caisse et qu'il a fait toutes les diligences nécessaires envers les contribuables, il en retirera un certificat du maire, et sera alors seulement autorisé à établir les garnisaires à domicile chez les contribuables les plus arriérés.

8. Les percepteurs pourront eux mêmes demander au receveur particulier qu'il leur soit envoyé des garnisaires, lorsqu'ils jugeront cette mesure utile pour accélérer le recouvrement; dans ce cas, les garnisaires seront à leur disposition; sans cependant qu'ils puissent les placer autrement qu'il a été dit à l'article qui précède.

9. Les frais de séjour des garnisaires seront payés à ceux-ci par les receveurs particuliers, sur des états de journées dûment quittancés et appuyés des ordres d'établissement.

Ces états, conformes au modèle annexé au présent, seront préalablement certifiés par les maires des communes.

10. Le montant des dits états sera prélevé sur le premier versement des percepteurs, et réparti au marc le franc sur les contribuables arriérés.

Ces états de répartition seront dressés par les percepteurs, sous la surveillance des maires; aux quels à cet effet les percepteurs produiront les états de frais qui leur seront remis par le receveur particulier.

Les dits états seront mis en recouvrement après avoir reçu l'approbation du sous-préfet de l'arrondissement.

11. M. M. Les sous-préfets, qui sont chargés d'adresser au préfet à la fin de chaque trimestre, un état des frais occasionnés par le recouvrement, auront soin que ceux mentionnés ci-dessus soient rédigés de manière à présenter les détails nécessaires pour la formation de cet état.

12. Expédition du présent sera adressée aux sous-préfets, aux maires, au receveur général, aux receveurs particuliers et aux percepteurs.

Fait à *Bois-le-Duc*, le 22 Octobre 1811.

Pour le préfet absent, le conseiller de préfecture délégué.

(*Signé*) M. VAN DEN HEUVEL.

verschulde quota niet na behooren voldoen, zullen daartoe elk voor zijn eigen hoofd en aandeel kunnen geconstringeerd worden, door het leggen van militaire manschap in derzelver huizen.

Tot het ter uitvoer brengen van dezen maatregel, zullen de ontvanger-generaal en de bijzondere arrondisements-ontvangers van den prefekt en sous-prefekten de noodige militairen verzoeken. Zoodanige verzoeken moeten inhouden de naam van den te constringeren percepteur, het bedragen van zijne schuld, en het getal der militairen bij hem op zijne kosten in huis te leggen.

Op die gemelde verzoeken zullen de prefekt en sous-prefekten de chefs van de korpsen, binnen dit departement in garnisoen liggende, uitnoodigen om het vereischt getal militairen ter hunner beschikking te stellen.

2. De militairen aldus geplaatst zullen boven en behalven de huisvesting en de kost twee francs per dag genieten, en zulks van de achterlijk geblevenen, waar zij bij in huis gekwartierd leggen.

Zij mogen slechts vijf dagen en niet langer bij een en dezelfde schatting-schuldige en niet meer dan 15 dagen lang in een en dezelfde gemeente blijven.

3. Zij zullen een bevel van den bijzonderen ontvanger bij zich dragen; hetwelk zij bij hunne aankomst door den maire der gemeente moeten laten viseren, tot bewijs van het tijdstip waarop zij in activiteit getreden zijn.

4. Daar men aan dezelven geene reiskosten toestaat, zullen zij op genen afstand mogen geplaatst worden werwaards zij zich op eenen dag niet begeven kunnen.

5. Wanneer een percepteur met een twaalfde gedeelte van deszelfs ontvangst ten achteren is, zal de bijzondere ontvanger hem een of meer militaire huis-garnizoenhouders, na gelang der grootheid van deszelfs achterwezen, in deszelfs huis schikken, zonder dat het getal evenwel voor iedere gemeente boven de vijf bedragen mag.

6. Zoodra de militaire manschap in eene gemeente zal zijn aangekomen, en de bevelschriften die zij bij zich hebben door de maire (of bij deszelfs afwezen door den adjunct) geteekend zullen wezen, zullen dezelve zich naar het huis van den percepteur vervoegen, en zal deze laatstgenoemde verpligt zijn hen in huis te nemen.

7. Indien de percepteur den maire van de gemeente door het bewijs van zijne boeken van ontvangst en recepissen van zijne gedane stortingen bij den particulieren ontvanger kan aantoonen, dat de vertraging aan deszelfs toedoen niet is te wijten, dat hij niets in cassa overgehouden en dat hij alle noodige vlijt en middelen tegen de schatting-schuldigen gebezigt heeft, zal hij er zich eene verklaring van doen geven door den maire, en als dan alleen gemagtigd zijn, die militaire manschap bij de meest achter geblevene schatting-schuldigen in huis te leggen.

8. De percepteurs zullen zelve van de particuliere ontvangers om toezending van de militaire manschap mogen verzoeken, zoodra zij zulks ter bespoediging van den ontvangst noodig zullen oordeelen; in dat geval zullen de militaire huisgarnizoenhouders ter hunner beschikking staan, zonder dat zij echter dezelve anders dan in het vorig artikel gezegt is, zullen mogen plaatsen.

9. Dezelve zullen van hunne verblijf-kosten door de Particuliere ontvangers voldaan worden, op overgegeven dagstaten die behoorlijk gekweten en met de bevelen van huisgarnizoen te nemen gemunieerd zijn.

Deze staten, waarvan het model hier achter volgt, zullen voorlopig door de maires der gemeenten gecertificeerd worden.

10. Het bedragen der gezegde staten zal van de eerste storting der percepteurs afgekort en evenredig over de agterlijk geblevene schatting-schuldigen omgeslagen worden.

Deze staten van omslag zullen door de percepteurs, onder toezicht der maires worden opgemaakt, aan welke de percepteurs ten dien einde de staten van kosten, die hun door den particulieren ontvanger zijn ter hand gesteld, zullen overleggen.

Gezegde staten zullen na dat de goedkeuring van den sousprefekt van het arrondisement daar op zal verleend zijn, ter invordering worden gesteld.

De H. H. sousprefekten welke belast zijn om aan den prefekt op het einde van elk kwart-jaar een staat van onkosten voor het doen der heffing bestreed intezenden, zullen zorgen, dat de staten hierboven gemeld op eene wijze vervaardigd worden, dat al het nodige daar op vervat zij, hetwelk dienstig is om deze laastgenoemde staat wel te kunnen opmaken.

Een afschrift van het tegenwoordig arrêté zal aan de sousprefekten de maires, de ontvangers generaal, de particuliere ontvangers en aan de percepteurs worden medegedeeld.

Gedaan *te 's Hertogenbosch*, den 22 *October* 1811.

Bij afwezendheid van den prefekt, de raad van prefektuur.

(*geteekent*) M. VAN DEN HEUVEL.

NIMÈGUE, *den* 31 *Octobre*.

Hier à 3 heures après-midi, nous avons eu le bonheur de voir arriver dans cette ville Leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice, nos Augustes Souverains. A leur arrivée Leurs Majestés ont été complimentées par Mr. le préfet, accompagné des autorités civiles et militaires. Le soir les autorités constituées ont été admises à l'audience de S. M. l'Empereur qui les a reçues et accueillies avec cette bonté et cette affabilité qui lui gagnent tous les coeurs; l'allégresse était à son comble; les cris de *vive l'Empereur! vive l'Impératrice!* se faisaient entendre de toutes parts. Le soir toute la ville a été illuminée.

Le lendemain, 1er novembre à 7 heures du matin, S. M. l'Empereur est parti pour Grave, emportant l'amour et les régrets de la population entière de notre ville.

S. M. l'Impératrice est partie pour Clèves à 9 heures du matin. Cette auguste Princesse nous est chère à plus d'un titre. Elle vivra éternellement dans nos coeurs. Ses vertus la rendront à jamais l'idole de 60 millions d'hommes dont elle a consolidé le bonheur en perpétuant la race du plus grand des héros.

GRAVE, *le 1er novembre*.

La population entière de cette ville est en mouvement. Notre auguste Empereur est entré dans notre ville à 9 heures du matin. Après avoir visité les fortifications, S. M. s'est rendue à l'hôtel de Mr. le commandant de la place, où elle a déjeuné; elle a donné ensuite audience aux autorités civiles et militaires. S. M. a bien voulu entrer avec un intérêt touchant dans les détails de l'administration de cette ville.

PARIS, *le* 26 *Octobre*.

S. M. a approuvé le 10 octobre 1811, au palais d'Amsterdam, un avis du conseil d'état sur l'interprétation de l'article 386 du code-pénal, relativement aux vols commis dans les hôtels-garnis.

Cet avis est conçu ainsi qu'il suit:

Le conseil-d'état, qui d'après le renvoi ordonné par S. M., a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice ayant pour objet de faire décider si la peine de réclusion, prononcée par l'article 386 du code-pénal, à raison des vols commis dans les auberges ou hôtelleries, est également applicable à ceux commis dans les maisons ou hôtels-garnis;

Vu, 1°. les arrêts des cours impériales de Paris, d'Orléans et d'Amiens, lesquels ont successivement et sur les mêmes motifs renvoyé devant la police correctionnelle la nommée *Bornand*, femme *Colin*, prévenue d'avoir commis un vol dans une maison garnie où elle était logée;

2°. Deux arrêts de la cour de cassation, le premier, du 4 avril, qui casse celui de la cour impériale de Paris; le second du 27 juin dernier, rendu en sections réunies sous la présidence du grand-juge ministre de la justice, lequel casse également celui de la cour impériale d'Orléans;

3°. Le référé par lequel la même cour de cassation, aux termes de l'article 5 de la loi du 16 septembre 1807, se pourvoit en interprétation dudit article 386 du code-pénal.

Considérant que les motifs qui ont dicté la peine portée contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie, s'appliquent évidemment aux vols commis dans une maison ou hôtel-garni; qu'il résulte d'ailleurs des articles 73, 154 et 475 du code-pénal, que le législateur emploie indistinctement, tantôt les expressions d'aubergistes et hôteliers, comme dans le premier de ces articles; tantôt celles de logeurs et aubergistes, comme dans le second; tantôt celles d'aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maison garnies, comme dans le troisième, pour assujétir les personnes désignées, sous ces différentes dénominations aux mêmes obligations et à la même responsabilité; qu'ainsi, si les mots de maison ou hôtel-garni ne se trouvent pas littéralement répétés dans l'article 386, on ne peut douter qu'ils n'y soient implicitement compris sous les expressions génériques d'auberges ou hôtelleries;

Est d'avis,

Que la peine de réclusion, portée par l'article 386 du code-pénal, contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie, est applicable aux vols commis dans une maison ou hôtel-garni;

Et que le présent avis soit inséré au bulletin des lois.

NYMEGEN, *den* 31 *October*.

Gisteren namiddag om drie uren hadden wij het geluk HH. MM. de Keizer en de Keizerin, onze doorluchtige Souvereinen binnen deze stad te zien aankomen. Bij hoogstderzelver aankomst zijn HH. MM. verwelkomd door mijn heer de prefekt, die verzeld was van de burgerlijke en militaire overheden. Des avonds zijn de geconstitueerde magten ter audientie van Z. M. toegelaten, welke hen met die goedheid en innemendheid welke alle harten voor hen genegen maakt, heeft ontvangen en aangehoord. De vreugde binnen de stad was ten top gestegen, het geroep van *leve de Keizer! leve de Keizerin!* wierd van alle staaten gehoord en des avonds was dezelve geheel en al verligt.

Daags daaraanvolgende, zijnde den 1 november des morgens ten 7 uren is Z. M. van hier naar Grave vertrokken, met agterlating van de liefde en de smert van alle de inwoonders dezer stad. H. M. de Keizerin is ten 9 uren des morgens naar Kleef op reis gegaan; deze doorlugtige vorstin is ons in meer dan een opzigt dierbaar! Zij zal voor eeuwig in onze harten leven. Hare deugden zullen haar voor altoos het voorwerp der tederste gemoedsaandoeningen van 60 millioenen menschen doen zijn, welkers geluk zij verzekerd heeft door het geslagt van den grootsten der helden door een spruit te hebben doen voortduren.

GRAVE, *den* 1 *November*.

Alle de inwoners dezer stad zijn in beweging; onze doorluchtige Keizer is des morgens om 9 uren binnen deze stad gekomen; na de vestingwerken te hebben bezigtigd, heeft Z. M. zich naar het hotel van den kommandant der stad begeven, alwaar Hoogstdezelve dejeuneerde; Zij heeft vervolgens gehoor verleend aan de burgerlijke en militaire magten. Z. M. heeft met een zeer deelnemend belang in alle de zaken rakende het bestuur dezer stad, wel willen treden.

PARIJS *den* 26 *October*.

Z. M. heeft, den 10 october 1811, in 't palais te Amsterdam, goedgekeurd een advijs van den staatsraad, over de uitlegging van het 386 artikel van het wetboek van strafregt, betrekkelijk de diefstallen, in gestoffeerde huizen gepleegd.

Dit advijs is vervat in de volgende bewoordingen:

De staatsraad, ingevolge het renvooi, door Z. M. bevolen, gehoord het rapport der afdeeling van wetgeving, op dat van den groot-regter minister van justitie, ten oogmerk hebbende de beslissing, of de straf van opsluiting in een tuchthuis, bij art. 386 van het wetboek van strafregt uitgesproken, tegen de diefstallen in herbergen of logementen gepleegd, ook toepasselijk is op diefstallen in gestoffeerde huizen of hotels;

Gezien 1°. de gewijsden der keizerlijke geregtshoven van Parijs, Orleans en Amiens, die achtervolgens en op dezelfde gronden de zoo genoemde *Bornand*, huisvrouw van *Colin*, beschuldigd van diefstal in een gestoffeerd huis, waar zij woonde, hadden verzonden naar de regtbank van correctionele politie.

2°. Twee gewijsden van het hof van cassatie, het eerste van 4 april, te niet doende, dat van het keizerlijk geregtshof te Parijs, het andere van 27 junij ll., gewezen bij alle de kamers onder de voorzitting van den groot-regter minister van justitie vereenigd, insgelijks te niet doende, dat van het keizerlijk geregts-hof te Orleans;

3°. Het référé, waardoor hetzelve hof van kassatie, krachtens art. 5 der wet van 16 september 1807, vraagt eene uitlegging van het gezegde 386 art. van het wetboek van strafregt.

Overwegende, dat de redenen, die de straf tegen de diefstallen in herbergen of logementen hebben bepaald, klaarblijkelijk ook op gestoffeerde huizen of hotels van toepassing zijn; dat het daarenboven uit art. 75, 154 en 475 van het wetboek van strafregt blijkt, dat de wetgever zonder onderscheid gebruikt heeft, dan eens de bewoordigen van *herbergiers en logementhouders*, zoo als in het eerste dier artikelen; dan eens die van (logeurs) *en logementhouders*, *herbergiers*, zoo als in het tweede; dan eens die van *herbergiers*, *logementhouders*, *of verhuurders van gestoffeerde huizen*, zoo als in het derde artikel, om de personen, onder deze verschillende benamingen vervat, aan dezelfde verpligtingen en verantwoordelijkheid te onderwerpen: dat dus, zoo de woorden *gestoffeerde huizen of hotels* niet letterlijk herhaald zijn in het 386 art., men echter niet twijfelen kan, of dezelve zijn onder de algemeene benaming van *herbergen of logementen* begrepen;

Is van oordeel:

Dat de straf van opsluiting in een tuchthuis, bij het 386 artikel van het wetboek van strafregt, tegen diefstallen in herbergen of logementen bepaald, ook toepasselijk is op diefstallen in gestoffeerde huizen of hotels gepleegd.

En dat het tegenwoordig advijs in het bulletin der wetten zal worden geplaatst.

*** Heden namiddag ten drie uren is Vrouwe A. R. A. VAN HASSELT, laatst Weduwe van wylen den Heere Generaal W. G. VAN DER HOOP, na een langzaam verval van krachten, in den ouderdom van ruim 81 Jaren, overleden; waarvan door dezen aan Naastbestaanden, Vrienden en Bekenden kennis geven.

OISTERWYK, 16 October 1811. ADR. J. J. PRINSEN, Executeur Testamentair.

*** Heden namiddag overleed alhier na eene ziekte van slechts weinige dagen, FRANCISCA BEEKVELD, Weduwe wyle CHRISTIAAN HEYMANS, in den ouderdom van 68 Jaren, 9 Maanden en 28 Dagen; waarvan door dezen gebruikelyken weg aan familie en bekenden wordt kennis gegeven.

's HERTOGENBOSCH, den 28 October 1811. J. VERHULST, Executeur, mede namens de Erfgenamen.

De affaires zullen voor als nog op de firma van de Wed. C. Heymans worden gecontinueerd.

NB. NB. NB. Bij authorisatie van den Hoog Ed. geb. Heer Baron *Del Marmol de St. Marck* en Vrouwe *Louise Therese Josephine le Groz de Marche*, echte lieden, wonende te *St. Marck* bij *Namur*; zal de Heer M. VAN DEN HEUVEL, ten huize van *H. van de Ven*, in *de Zwaan* te Schyndel, op Woensdag den 20 November 1811, des namiddags om 2 uren, door den provisionele Notaris *J. van Beverwyk*, laten opveilen en Woensdag den 4 December daaraanvolgende finaal verkoopen: 23 Perceelen TEUL- en WEILANDEN, gelegen binnen de gemeente van *Schyndel*, omschreve in de Billetten daarvan uitgegeven.

):( ):( ):(Le Greffier du tribunal de première instance de *Bois-le-Duc*, a l'honneur de prévenir MM. les Avocats de cet arrondissement, que pour être inscrits sur le tableau des avocats et par suite admis à l'exercice de leur profession, ils doivent se présenter à l'audience publique de mardi prochain 5 novembre 1811, à 10 heures du matin, à l'effet d'y prêter le serment prescrit par l'art. 14 du décret impérial du 14 décembre 1810; Ceux qui par empêchement ne pourront se rendre à cette audience pour prêter serment, y seront encore admis le jeudi suivant, 7 novembre, à la même heure. MM. les avocats doivent se munir de leurs diplômes, pour que la réception et la prestation de serment puissent y être certifiées au dos, conformément à l'art. 14 du décret impérial susrappellé.

Bois-le-Duc, le 31 *Octobre* 1811. L E V I S S E.

A V I S A U X V O Y A G E U R S.

Un chacun est averti que la DILIGENCE de *Bois-le-Duc* à *Maastricht*, à compter du 1er novembre jusqu'au 31 avril prochain, ne partira que deux fois par semaine; En conséquence elle partira de *Maestricht* tous les *lundis* et *vendredis*, passant par *Valkenswaard*, pour y coucher la nuit et arriver le lendemain à une heure de l'après-midi à *Bois-le-Duc*. La même Diligence repartira de *Bois-le-Duc* tous les *dimanches* et *mercredis* à quatre heures du matin, passant par *Hechtel* pour y rester la nuit et arriver le lendemain à une heure de l'après-midi à *Maestricht*.

A D V E R T I S E M E N T

Aan een ieder word bekend gemaakt dat den MAASTRICHTSE-WAGEN, te beginnen met primo november tot ultimo april tweemaal 's weeks zal ryden, te weten: Alle *Vrydagen* en *Maandagen* van *Maastricht*, en zal logeren 's nagts te *Valkenswaard*, waar des morgens tydig van daan wordt gereden, om des middags ten een uur in *'s Bosch* te arriveren, en weer vertrekken uit *'s Bosch*, om vier uren des morgens alle *Zondagen* en *Woensdagen*, en logeren 's nagts te *Hechtel*, om ten een uur 's middags te *Maastricht* te arriveren.

NB. NB. NB. UIT DE HAND TE KOOP: Een schoon HEERE HUIS, met Stal, Koetshuis en groote Tuin, staande en gelegen te *Oosterwyk*, omtrent 3 uren van *'s Bosch*, in de Kerkstraat, bestaande hetzelve in acht Boven- en Benedenkamers, Keuken, Mangelkamer, Provisiekamer, schoone Kelders, Bergplaats voor Turf en Hout, Domestiquekamers, ruime Zolders, alles met zeer veele Gemakken; en zynde de Tuin voorzien van zeer veele goede Vrugtboomen en omringt met eene planke Heining. — Men adresseere zich ten dien einde ten Kantore van de Keizerlyke Notaris DE BERG, te *'s Bosch*.

*** Den Notaris L. STOPPENDAAL Pz., zal den 18 November 1811, ten Huize van den Kastelein *S. van der Wedden*, te *Nymegen*, doen inzetten om finaal te worden verkocht:

Een HUIS in de korte Borgstraat, over het Stadhuis, zeer gelegen tot het doen van Negotie, voorzien van een ruim Voorhuis, zes zoo Boven- als Benedenkamers, een Provisie- en een Meidenkamer, drie Zolders, drie Kelders, een Kelderkeuken met Regenpomp en verdere Commoditeiten.

*** Opregt BLOEM van MOSTAARTMEEL te koop, bij J. P. KEMPS, omtrent de Gevangepoort, Lett. A, N°. 56, voor twaalf stuivers het pond.

B E K E N D M A K I N G.

Op Woensdag den 20 November 1811, des namiddags om 2 uren, zal J. VAN BEVERWYK voorheen Secretaris, provisioneel uitoefende de Functien van Notaris, residerende te *Schijndel* Canton van *St. Oedenrode*, Department der Monden van den Rhyn, als gelaste van zyne Principalen, ten Huizen en Herbergen van *Hyacinthus van de Ven*, aldaar, in het openbaar en aan den meestbiedende verkoopen: 23 KOOPEN zoo TEEL- als WEILANDEN, met Houtwassen daaraan gehoorende, groot te samen 137 Loopensen 29 Roeden, gevende een jaarlykschen opbrengst van ruim drie honderd Gulden, en gelegen binnen voorzegde Gemeente; breeder by gedrukte Billetten omschreven.

Iemand nadere onderrigting begeerende, vervoege zich ten Kantore van voornoemde provisionele Notaris.

A D V E R T E N T I E.

MARTINUS HUYSMANS, Keizerlijken Notaris, wonende te *Hilvarenbeek*, zal namens zijn Principaal de Heer ARDESCH, wonende te Hilvarenbeek op het Kasteel *Groenendaal*, op Dingsdag den 26 November 1811, des morgens precies ten 9 uren, publiek presenteren te verkoopen: (en ten zelven dage namiddag het Hoogsel daarvan uitgaan) onderscheidene Koopen zware LINDE- en WILLIGE BOOMEN, alsmede zesjarig SCHAARHOUT.

Deze Verkooping zal beginnen aan het Kasteel voornoemd. ZEGT HET VOORT.

*** JAN PIETERSE SCHAAP, wonende te *'s Gravemoer*, zal publiek door den Keizerlijken Notaris A. VERMEULEN, ten Huize van de Heer *Pieter van der Meer*, te Groot-Waspik, in het Canton van Waalwijk, op Dingsdag den 19 November 1811, des namiddags ten twee uren precies, provisioneel, en 14 dagen daarna, den 3 December, op hetzelve uur finaal verkoopen: een schoon, hegt en sterk HUIS en BIERBROUWERY, met al deszelfs toebehooren, compleet in order zijnde, alsmede twee Tuinen en eene met goede Vrugtboomen beplante Boomgaard, mitsgaders eene allerbeste Koeiweide, groot zeven Loopsaat, daar agter, gelegen in het aangenaamste van het Dorp 's Gravemoer en Canton voormeld; breder bij Billetten gespecificeerd, zijnde inmiddels uit de hand te koop, te bevragen bij den Eigenaar bovengemeld.

*** CORNEILLE HERMAN WERNER, Notaire Impérial à la résidence de Ravenstein, Chef-lieu du Canton, Arrondissement de Nimègue, Département des Bouches du Rhin, à la réquête de *Henri van Schayk* cultivateur demeurant à Neerloon, et *Jean Arts* Journalier demeurant à Huisseling, Canton, Arrondissement et Département susdit; en leurs qualités de Tuteurs des cinq Enfans mineurs de feu *Francois Schonenberg* et *Guillemine Arts*, en leur vivant conjoints, ayant demeurés à Ravenstein, et y décédées; précédéra le Mecredi 13 Novembre 1811, à 3 heures de relevé en son étude à Ravenstein, à l'adjudication préparatoire, selon les formes présentés par la loi, d'une MAISON avec Grange et Jardin potager, sise à Ravenstein au rempart aboutissant d'un côté le Sieur *H. J. Kleinefeldt*, et l'autre côté la Veuve *G. Bodenstaff* de l'un bout le rempart, et l'autre bout le canal de la Ville, appartenante audits Mineurs, le tout en conformité de la délibération du conseil de famille desdits Mineurs, passé par devant le juge de paix du canton de Ravenstein, en date 11 Août 1811 et de l'homologation y rendu, par le tribunal de première instance, de l'Arrondissement de Nimègue en date 24 août 1811.

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.